



L'Union Maritime et Portuaire de Bordeaux est un syndicat professionnel qui regroupe et représente l'ensemble des acteurs concernés par l'activité économique du port de Bordeaux.

Ces acteurs sont les compagnies maritimes, les services maritimes ou portuaires et les entreprises ayant des activités logistiques et/ou de transformation industrielle sur le port.

Les membres de notre bureau sont : CMA CGM, Michelin, Docks de Pétrole d'Ambès (DPA), Entrepôt pétrolier de Gironde (EPG), Sea Invest, Le pilotage de la Gironde.

Contact :

Hélène Vandewalle – déléguée générale
UMPB - 21 Parc d'activités des Queyries 33100 Bordeaux
T +33 6 88 85 89 35

Le point de vue de L'Union Maritime et Portuaire de Bordeaux sur "La Mer en débat", le grand débat public sur la mer, le littoral et l'éolien en mer

EN BREF.

L'Union Maritime et Portuaire de Bordeaux rassemble l'ensemble des entreprises concernées par l'activité du port de Bordeaux. Les métiers des entreprises du territoire portuaire intègrent au-delà de la filière du seul passage portuaire, les activités de stockage/distribution complémentaires de l'interface mer-terre, les opérateurs et industriels implantés sur les diverses zones industrialo-portuaires, et l'ensemble des acteurs et utilisateurs du port bénéficiant de son existence pour l'exercice de leur activité.

Elle défend et valorise l'intérêt de ses membres en coopération avec le Grand Port Maritime de Bordeaux et auprès des services de l'Etat et des collectivités. Elle est une force de propositions pour assurer le dynamisme et la promotion de la place portuaire.

Quant aux industriels de la zone portuaire de Bordeaux ayant eu des rôles pionniers dans le passé, ils continuent aujourd'hui à développer leurs activités de manière à soutenir le plan stratégique du port.

Ces acteurs investissent chaque année dans des projets porteurs tout en s'inscrivant pleinement dans la transition énergétique.



Un enjeu territorial important

Le port de Bordeaux est un port d'estuaire qui dessert, à 130 kilomètres des terres, une métropole bientôt millionnaire - en nombre d'habitants. Le grand port maritime de Bordeaux (GPMB) s'étend sur 7 terminaux portuaires, chacun ayant sa spécialité, ses spécificités.

Transitent ainsi par cette embouchure plusieurs millions de tonnes de marchandises évitant ainsi du trafic routier. En 2023, les marchandises ayant transité via le grand port maritime équivalent à 310 000 camions. Pour ces raisons, cela fait du grand port maritime de Bordeaux à la fois un outil de développement économique et un outil de décongestion routière dans la Région. Le port doit être considéré comme une solution de report modal et donc un levier puissant de diminution de l'empreinte environnementale des activités économiques sur le territoire.

La zone industrialo-portuaire de Bordeaux est composée d'entreprises fortement exportatrices. L'accessibilité aux voies du grand export est donc vitale pour cette économie qui a besoin de livrer loin et avec souplesse.

Notre territoire a quant à lui besoin de transports internationaux qui limitent l'impact sur notre environnement.

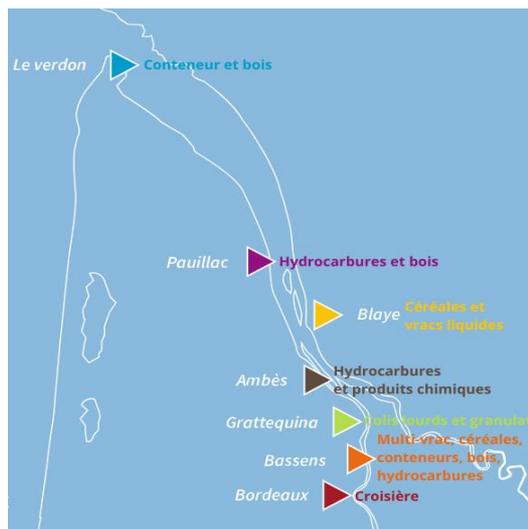
Ce périmètre comprend un bassin composé de 270 entreprises qui génère 8100 emplois et 3 milliards de chiffre d'affaires ; un véritable vecteur d'emploi générateur de valeur ajoutée et de dynamisme du territoire.

Le chenal de navigation : infrastructure indispensable à l'existence du port

L'écosystème industrialo-portuaire ne peut se maintenir et se développer qu'à la première condition que les infrastructures existantes soient entretenues, et garantissent à long terme la possibilité du passage des navires.

Le chenal permettant ce passage de navires cohabite historiquement avec d'autres activités (conchyliculture, tourisme) et le milieu naturel. Cet axe de navigation, vital pour l'économie, doit être reconnu comme un espace à préserver au titre de l'économie.

Le tirant d'eau nécessaire au passage des navires marchands ou à la mise à quai des navires, nécessite des opérations quotidiennes de dragage. Pour accueillir, en toute sécurité, les navires qui touchent les sept terminaux spécialisés du Grand Port Maritime de Bordeaux, il convient d'entretenir environ 88 km d'un chenal de navigation long de 130 km. Les zones de dragage et d'immersion des sédiments représentent 5,5% de la surface estuarienne.



C'est une spécificité des ports d'estuaire en particulier, de l'estuaire Gironde.

Le port de Bordeaux est un port d'estuaire à vocation principalement régionale, qui présente l'avantage d'être au cœur d'un bassin de consommation très attractif et le plus important de la région. Son implantation au cœur des terres consacre sa vocation de report modal, la remontée depuis l'embouchure jusqu'au centre de la métropole est un véritable report fluvial qui ne dit pas son nom.

La zone industrialo-portuaire est stratégique pour les approvisionnements et les exports de la région. Par sa vocation essentiellement régionale, les acteurs économiques sont en compétition pour l'acquisition de nouveaux trafics ou de nouvelles activités avec leurs voisins régionaux de l'Atlantique, de l'Espagne et du Sud de la France. Cette activité est donc essentielle au maintien de l'avenir maritime et économique.

Nous avons conscience que la mise en place de zones de protection forte (ZPF) est importante pour l'écologie et à la préservation de l'environnement et nous sommes convaincus que ces zones peuvent et doivent être mises en place sans remettre en cause les circulations maritimes et fluviales ainsi que l'ensemble des activités dépendantes de l'accès au fleuve.

Aujourd'hui, nous pouvons souligner l'engagement des industriels qui innoveront et investiront et cela, grâce à la collaboration avec l'ensemble de l'écosystème.

Les acteurs coopérant chaque jour sur le port et sur le fleuve sont engagés et investis.

Des acteurs engagés pour la transition énergétique au cœur des territoires

Le port est un espace d'échanges essentiels à l'interface terre/mer et des points d'entrée/sortie de marchandises, c'est une voie d'accès privilégiée entre l'économie locale et globale.

Le GPMB fait partie de ces ports précurseurs qui ont commencé leur transition énergétique

dès le tournant des années 2010. Il développe des solutions alternatives, innovantes, électrifie ses quais, adopte et mise sur les énergies renouvelables.

Sur la zone industrialo-portuaire, la dimension industrielle se comprend au-delà des usines de transformations comme les sites majeurs de Saipol, Yara, Michelin ou encore Constructions Navales de Bordeaux. Les compétences industrielles pointues se déclinent aussi au niveau de la supply-chain dans les métiers de stockage, de conditionnement et de la logistique. C'est une communauté dynamique, avec des activités en croissance dont les retombées sont significatives pour le territoire, en travaillant avec le tissu économique local et en créant de l'emploi stable et qualifié.

La communauté industrialo-portuaire est composée d'acteurs économiques qui coopèrent notamment en partageant des capacités de stockage et en échangeant des flux de matières, pratiquant de longue date l'économie circulaire et l'écologie industrielle.

Au regard des cycles de créations et fermetures de sites industriels, c'est un atout pour la Métropole de Bordeaux, la Gironde et la Région Nouvelle-Aquitaine d'avoir un socle d'activités industrielles diversifiées et organisées autour de l'interface portuaire.

La performance de ces sites s'inscrit dans une compétition globale et européenne. Pour maintenir et augmenter la performance de leurs sites, les industriels investissent chaque année plusieurs dizaines de millions d'euros, dont une part significative concerne la transition énergétique.

Au cours de ces cinq dernières années, l'industrie en zone portuaire a modifié son approche dans la lutte contre le changement climatique.

Par exemple, DPA, Docks de Pétrole d'Ambès, est déterminé à devenir un acteur incontournable de la transition énergétique. Dans ce cadre, ce stockiste, pionnier opérant depuis 90 ans dans la zone industrialo-portuaire, investit chaque année dans ses installations pour accompagner la montée en puissance des bio-carburants et des molécules post-fossile. Ils ont aussi, début 2024, investi dans la multimodalité en renforçant la réexpédition ferroviaire de leurs flux de matière entré par voie maritime sur Ambès, vers d'autres Régions.

Aussi, dans le domaine du transport maritime, le groupe CMA CGM, l'une des trois plus grandes compagnies de transport maritime, participe à cette décarbonation durable de l'industrie. Pour cela, il commande désormais des navires dotés de moteurs capables de fonctionner avec des carburants plus respectueux de l'environnement. L'escale régulière à Bordeaux

du navire hybride à voiles CANOPEE qui transporte les éléments du lanceur ARIANE 6 est aussi significative des changements en cours.

Quant à l'industriel Michelin, il a présenté début 2024 à Bassens son démonstrateur capable de produire un butadiène biosourcé. Le butadiène est l'ingrédient principal dans la fabrication d'un pneumatique qui est obtenu aujourd'hui à partir de pétrole. Michelin souhaite aujourd'hui changer ce processus en remplaçant la matière fossile par du bioéthanol.

Une zone industrielle bas carbone

Des acteurs industriels ainsi que le GPMB s'associent avec des intervenants régionaux et nationaux pour répondre aux enjeux majeurs de notre société en termes de décarbonation. L'objectif de ce programme intitulé ZIBAC (zone industrielle bas carbone) et opéré par l'Ademe est de rassembler les acteurs des écosystèmes industriels locaux pour élaborer ensemble une trajectoire de réduction collective des émissions.

Ce projet doit permettre d'accompagner la décarbonation des activités existantes tout en contribuant au développement de nouvelles. Son fil conducteur s'inscrit dans la résilience face aux changements climatiques et permet de mobiliser des ressources présentes localement.

Le pilier principal concerne les émissions de gaz à effet de serre (GES) au travers de projets de réduction, captation et valorisation du gaz carbonique (CO2) avec un objectif de réduction de 80%. D'autres piliers éminemment complémentaires, environnementaux et sociétaux, figurent également dans le plan : la gestion de l'eau, des déchets et plus globalement de l'économie circulaire, ainsi que le développement d'une « culture industrielle » renouvelée par une démarche de sensibilisation à l'urgence climatique participant de la prévention des risques.



L'éolien en mer

La réussite des ambitions nationales en termes d'indépendance énergétique et de réindustrialisation bas carbone, passera par le développement des énergies renouvelables et, en particulier par l'éolien en mer. Le potentiel identifié au large des côtes de la Région Nouvelle Aquitaine est considérable.

Les futurs chantiers d'installation représentent à la fois un gisement d'emploi et de valeur au titre de leur implantation, mais leur ampleur est aussi à l'échelle de la constitution de véritables filières industrielles, mettant en avant les savoir-faire locaux développés dans les domaines de l'industrie et de l'aéronautique.

Enfin, produire massivement de l'électricité verte à quelques kilomètres de nos côtes est une réelle opportunité pour nos industries et acteurs portuaires qui utiliseront cette énergie décarbonée pour leur transition.

L'éolien en mer est ainsi un réel levier de sobriété carbone, d'indépendance énergétique et d'attractivité qui pourra servir à l'ensemble des activités de la zone industrialo-portuaire, liées au transport comme à l'industrie.

Le port de Bordeaux possède par ailleurs via le Terminal du Verdon, la plateforme offshore idéale pour accueillir et traiter les opérations en lien avec ce déploiement d'éoliennes en mer pour la façade Aquitaine, immédiatement disponible et opérationnel.

CONCLUSION. Atteindre un territoire bas carbone passe par la mise en place d'une stratégie de transition industrielle globale.

L'ensemble des acteurs de la communauté industrialo-portuaire de Bordeaux s'investit déjà dans cette transition en conscience de l'importance de leur impact économique local.

Cette transition sera réussie avec :

- **La revalorisation de l'écosystème portuaire, de ses acteurs et de ses liens forts avec le territoire**
- **La coopération, les synergies et le partage des objectifs stratégiques entre l'ensemble des intervenants qu'ils soient : collectivités locales, habitants, transporteurs, industries, fournisseurs d'énergies...**

Le port de Bordeaux et sa zone industrialo portuaire sont des outils essentiels au développement économique du territoire et des accélérateurs de la transition écologique.

Le port de Bordeaux, par son accessibilité fluviale à des navires de grande taille, à l'intérieur des terres et desservant un hinterland à 360° est, par nature, un levier de décarbonation, permettant de livrer au plus près de l'agglomération une quantité significative de marchandises par voie maritime, le routier assurant seulement les derniers kilomètres.

La prise de conscience de cette particularité est un impératif majeur de compréhension, d'acceptation et de soutien à sa stratégie de transition.

